

Le Cameroun et ses anciennes puissances tutélaires

Journée d'étude organisée par le CREDIS et S&D

Le 20 décembre 2017 à Yaoundé

Argumentaire

Les populations sur le territoire aujourd'hui appelé Cameroun ont été en contact avec des commerçants, navigateurs, explorateurs et missionnaires portugais, espagnols, hollandais et anglais depuis le XV^{ème} siècle. Ce rapport à l'extérieur a pris une forme éminemment politique à partir du traité germano-douala le 12 Juillet 1884, inaugurant ainsi la séquence des puissances tutélaires respectivement assurée par l'Allemagne, la France et la Grande Bretagne. De la domination protectorale à l'administration coloniale, l'exercice de la souveraineté par ces européens durant cette séquence de plus d'un demi-siècle a profondément marqué les modes de vie des camerounais. Malgré l'accession du Cameroun à l'indépendance, les incidences et les conséquences de ces puissances perdurent et semblent encore se répercuter de nos jours. Une situation qui interroge son autonomie véritable, précisément, à l'heure où le pays revendique son émergence à l'horizon 2035. Comment expliquer le paradoxe entre l'indépendance du Cameroun vis-à-vis de ses partenaires internationaux et l'attachement économique et socio-culturel à ces pays ?

Les recherches en relations internationales présentent des résultats variés sur la nature des rapports de domination entre la puissance tutélaire d'un pays et son devenir socioéconomique. Sous le prisme de ces rapports dominants-dominés, il a paru judicieux d'analyser la nature des liens multiformes entre le Cameroun et ses anciennes puissances tutélaires ainsi que les dynamiques enregistrées dans les relations bilatérales dans un contexte de globalisation. Ces analyses ont pour objectif de comprendre les processus qui ont structuré ces rapports captifs et d'en explorer les schémas de déconstruction de la dépendance. La recherche repose sur le postulat de la contribution de cette réflexion à l'érection d'un socle de décollage national. Au-delà de la souveraineté politique, il s'agit de comprendre les formes de dépendances latentes ou patentes, anciennes ou nouvelles, connues ou méconnues par le Cameroun et par les camerounais. Le rapport à l'étranger, à l'Autre et au Tout-Autre, y compris les religieux, toutes religions et toutes générations confondues, ne sera pas négligé dans la recherche des causes profondes des marqueurs de la dépendance camerounaise.

Sous deux angles principaux, cette journée d'étude vise à questionner la thématique autour du rapport aux anciens administrateurs du Cameroun. D'une part, il sera question de mettre en exergue les aspects juridiques, historiques, économiques et politiques ; et d'autre part, les réflexions s'articuleront autour des aspects culturels, anthropologiques, psychologiques et sociologiques. En outre, les questions diversiformes en lien avec la mentalité de l'assisté, la mentalité du sous-développement, le symbolique et l'imaginaire seront prises en considération. Les argumentaires ou résumés pertinents seront retenus en vue de la participation de leurs auteurs à cette construction discursive sur le devenir du Cameroun.

Propositions

Les argumentaires d'un maximum de 250 mots, sont attendus en français ou en anglais, les deux langues de la journée d'étude. Le titre d'au plus 8 mots sera suivi du nom de l'auteur de l'argumentaire et d'environ 5 mots-clés. Les autres consignes de rédaction sont les suivantes : police Times New Roman, taille 12, interligne simple. Le document est à envoyer dans un fichier Word. Les communications sélectionnées feront l'objet d'un ouvrage collectif à l'issue de cette journée d'étude.

Échéancier

Ouverture de l'appel à contribution : 15 juillet 2017
Envoi des propositions : 15 août 2017
Retour des propositions : 31 août 2017
Envoi des communications : 15 octobre 2017
Tenue de la journée d'étude : 20 décembre 2017

Comité scientifique

Pr Jacques Chatué (Philosophie)
Pr Antoine Socpa (Sociologie)
Pr Gérard Tchouassi (Economie)
Pr Raymond Ebale (Histoire économique)
Pr Sariette Batibonak (Anthropologie)
Pr Chandel Ebale Moneze (Psychologie)
Pr Elisabeth Bum (Biomédecine et pharmacothérapie)
Pr Nadine Machikou (Science politique)
Pr Yenkong Ngangjoh Hodu (International Law)
Pr Yves-Paul Mandjem (Science politique et relations internationales)

Coordination

Paul Batibonak

prbatibo@credis-savoirs.org

Adresse de communication

secretariat@credis-savoirs.org, credis.contact@gmail.com

Site

www.credis-savoirs.org